

Nantes - Châteaubriant
 La décision de réouverture de la ligne ferroviaire est la réponse concrète aux attentes de la population.

Notre dossier page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 811

29 juin 2006

prix: 0,70 €

**Il y a 70 ans c'est par leur
 action que les
 salariés obtenaient
 leurs
 premiers congés payés**

**Bonnes vacances
 à toutes et tous
 en ce début d'été**

■ **FONCTIONNAIRES** P 2

En annonçant la suppression de 15 000 postes, l'État met en cause les services publics.

■ **NAVALE** P 3

Une page se tourne à Saint-Nazaire. Aker ne



connaît plus les chantiers de l'Atlantique mais Aker Yards. Changement de nom ou plus ?

■ **RÉGION** P 3

Comment développer et faire connaître les propositions communistes au niveau régional ? Rencontre à Nantes le 10 juin.

■ **PLANÈTE FOOT** P 6

À l'heure de la coupe du monde une autre vue sur la mondialisation



L'actualité politique...

EN BREF

Carton rouge

L'argent, toujours l'argent qui gâche les grands clubs de foot à l'image de la condamnation à de la prison ferme pour Roland COURBIS et du sursis pour Robert Louis Drefus à propos des drôles de compte de l'OM. Fraude fiscale, abus de biens sociaux, enrichissement personnel... voilà l'actualité du monde du ballon rond.

Droit à l'image

Pas un geste ou une parole de Ségolène sans que micros et caméras ne viennent immédiatement sceller l'instant magique de la prise de position devenue soudainement événementielle. Pourtant, à regarder de plus près, il n'y a la plupart du temps beaucoup à dissenter sur les propos tenus. Ça s'appelle amuser la galerie, et les manœuvres politico-médiatiques.



Pareil que la dame

Fâché, le petit Fouché de la place Beauvau. Pensez-vous, il était en train de perdre le leadership de la réactivité des micros et caméras à ses déclarations. Fâché à un tel point que sa dernière conférence de presse a été précipitée parce que son ennemie du moment tenait la «Une» médiatique avec des propos qui pouvaient s'identifier aux siens. Mais courtois quand même notre Nicolas qui a félicité Ségolène pour ses «bonnes propositions» sur l'utilisation de l'armée française.

Littérature

Et pendant ce temps là... on apprend que la biographie d'Hervé VILLARD a été inscrite au programme du baccalauréat de cette année. Elle est pas belle la vie... Finies les prises de tête sur les classiques d'antan, finis ces textes rébarbatifs de philosophes d'autres siècles. Chantons, dansons, dissertons camarades au gré des formidables paroles de «Capri c'est fini...»

De l'eau dans le gaz

Alors que le premier ministre continue à vouloir privatiser sans délai GDF en donnant son feu vert à la fusion avec Suez, l'opposition au projet prend de nouvelles dimensions y compris dans sa majorité ou de nombreuses voix s'élèvent contre une politique énergétique qui amènera le pays dans le mur. Les inquiétudes sont fortes parmi les syndicats, les usagers mais aussi parmi les industriels.

Provocation du MEDEF

Laurence PARISOT n'y va pas de main morte dans la provocation, en proposant tout simplement un report des cotisations patronales de la sécurité sociale sur le salarié. On connaît le refrain, les charges patronales, le coût du travail trop élevé... Mais là, l'ultralibérale patronne des patrons, mord vraiment le trait faisant l'unanimité syndicale contre elle.

Point de vue

Par Dominique LUCAS

LA STAR'ACADEMISATION DES PRESIDENTIABLES

Sarkozy, De Villepin, Le Pen, Boutin, De Villiers, Royal, Cochet ou Voynet, Besancenot, et maintenant Bové... Un casting digne de la Star'Ac où chaque électeur est amené à dire sa préférence sur l'homme ou la femme mais pas sur sa politique. Et à entendre les médias, à suivre les sondages d'opinions, il n'y



aurait plus de suspens. L'élection présidentielle de 2007 se jouerait dans un deuxième tour entre Sarkozy et Royal. Ces deux là ne se quittent plus. Pour reprendre une expression footballistique d'actualité : c'est un véritable marquage à la culotte. Face à ce tandem, les autres candidatures n'auraient plus

qu'à compter les points, à ramasser les miettes. C'est oublier qu'avant un second, il y a un premier tour. C'est l'occasion de déjouer les pronostics. Car enfin, ce n'est pas la question des candidatures qui interpelle les citoyens mais la politique qu'elles entendent mener. Aussi, sans attendre, les communistes doivent entrer en campagne en mettant leur projet de société et leurs propositions au service du rassemblement pour battre la droite et construire une alternative à gauche. Quelle candidature à gauche pourrait porter cette alternative ? Certains feignent de croire qu'une candidature hors

«Une candidature même charismatique, ne constitue pas un programme»

des partis serait rassembleuse. Mais c'est oublier qu'une candidature, même charismatique, ne constitue pas un programme, ni un projet, encore moins une stratégie politique.

La campagne électorale des communistes doit démarrer maintenant afin de faire la démonstration qu'une candidature communiste de Marie George BUFFET reste la plus rassembleuse.

L'État se désengage de ses missions

Les lettres de cadrages du budget 2007 vont être envoyées dans les différents ministères dans les prochains jours. Une ligne directive marque cette étape dans l'engagement de l'État pour l'année à venir : il y aura de nouvelles et importantes coupes dans la fonction publique qui perdrait 15 000 postes de fonctionnaires.

L'an dernier déjà, un fonctionnaire sur deux parti à la retraite n'a pas été remplacé. L'hémorragie va donc continuer si l'on en croit le ministère des finances. Selon Thierry BRETON, un des «bons

élèves» de la suppression d'emplois publics, ce sera vraisemblablement deux départs sur trois qui ne devraient pas être remplacés pour 2007.

À regarder de plus près, on s'aperçoit que les prévisions ministérielles ne sont pas neutres. Outre le fait politique que représente la diminution des emplois publics, ce qui signifie moins de services à la population, moins de services publics, les ministères

ne sont pas logés à la même enseigne. C'est ainsi que 6 mois après la crise qui a secoué les banlieues, deux mois après

celle du CPE, la moitié de ces suppressions - soit 7 130 postes - devraient intervenir dans l'éducation nationale. Près de 3 000 emplois devraient disparaître à Bercy, par contre, 1 300 postes devraient être créés dans la gendarmerie.

C'est tout le débat sur le rôle de l'État de ses services, de la mission de service public qui sont ainsi posés au grand jour. Un an après le référendum sur le



projet de constitution européenne où les Français avaient clairement manifesté leur attachement aux services publics de notre

pays, la politique annoncée par Bercy tourne le dos à ces choix.

D'ailleurs les déclarations faites par Laurence PARISOT à l'annonce de ces orientations gouvernementales ne laissent planées aucun doute. «L'État mène une vraie politique des ressources humaines, s'est-elle félicitée. La question n'est pas de faire des additions ou des soustractions, mais de trouver des indicateurs de performances service par service». Pour la patronne des patrons comme pour Bercy la question doit se concevoir en terme de rentabilité des emplois et non du service, de la mission, pour quel objectif.

Les prochaines échéances électorales nationales ne pourront faire l'impasse sur cette question essentielle.

De vous à moi...

Que penser de ces gens là ? Je veux parler de ceux qui ont le droit de faire pratiquement ce qu'ils veulent, comme ils le veulent, quand ils le veulent. Ceux qui ont tous les droits sur le quotidien et sur l'avenir de leurs salariés et de leur famille. Ceux que l'on doit respecter parce que la République nous a appris, tout petits à l'école, que ces gens devaient être respectés... parce qu'ils étaient patrons... Ces gens là, savez-vous, n'ont jamais mauvaise conscience même quand ils licencient, paient au minimum leurs salariés et gagnent dans le même temps en moyenne 3,5 millions d'euros par an, sans compter bien entendu le petit plus que peuvent représenter les stock-options dont on n'oserait chiffrer les montants.

Ces gens là, ce ne sont pas les petits patrons bien sûr, ni vous, ni moi non plus, ce sont les grands patrons français, ceux du CAC 40 ceux que l'on invite dans les salons, ceux dont on parle toujours en bien à la radio ou à la télévision, ceux qui font la une des magazines économiques branchés.

Vous savez, ces gens là, ce sont ceux, qui, à l'image du Président de Vinci, Antoine ZACHARIAS, voulaient 8 millions d'euros de prime de départ en retraite en plus des 2 millions de salaire annuel et des 173 millions de stock-options.

Il s'est fait viré parce que trop gourmand... tant mieux... mais laissez-moi un moment pour rêver que tous les autres se fassent virer aussi et que ce «financiarisme débridé» se retrouve définitivement aux oubliettes...

Y.C.

VITE LU VITE DIT

FÊTE DES NOUVELLES 2006

Le mercredi 28 juin, s'est déroulé à la section de Saint-Nazaire une rencontre entre le collectif de préparation de la Fête des Nouvelles, les secrétaires de section et les responsables de stand.



Cette soirée avait pour objectif de faire un premier bilan politique et financier, jugé positif par les participants, de l'édition de la Fête des Nouvelles 2006, de connaître l'appréciation des camarades sur son organisation et sa préparation (ce qui a bien fonctionné, ce qui est à améliorer et ce qu'il ne faut pas reproduire). L'objectif étant de commencer à réfléchir sur l'édition 2007. Nous reviendrons dans un prochain numéro sur le compte rendu de cette réunion.

M6 dans la mire

Allons nous assister à des modifications du paysage audiovisuel sur nos petits écrans dans les semaines qui viennent ? Rien d'impossible avec les suites des concentrations, prises de participations et autres qui mettront, pour le CSA, M6 en difficulté pour continuer à opérer ses décrochages régionaux quotidiens de 6 minutes. Entre la pauvreté de l'info sur France 3 et cette annonce, que va-t-il rester de local sur nos petits écrans ?...

Une nouvelle page pour la navale

Chantiers de l'Atlantique Attention peinture fraîche !

Quand, début 2006, le gouvernement a donné son feu vert pour que les Chantiers de l'Atlantique soient bradés au Norvégien Aker, nous avons été nombreux à nous rappeler de la répartition d'Alain JUPPE qui, il y a dix ans, jugeant que Thomson ne valait pas un sou, s'était déclaré prêt à le céder avec armes et bagages (et salariés) pour un franc symbolique aux Coréens. Le dernier Chantier naval français, ses ouvriers, ses ingénieurs et leur savoir faire (de nouveau démontré ce mois-ci avec la livraison du paquebot MSC Musica) et leur histoire ont été soldés pour à peine plus cher au géant nordique, tandis que satisfait du devoir accompli (il a divisé les effectifs par deux !) Patrick BOISSIER, le PDG, quitte le navire, sourire aux lèvres. On sait que, pendant les vacances



(c'est toujours pendant les vacances qu'on assène les mauvais coups), les pinceaux vont s'activer sur les portiques pour faire apparaître en lettres flamboyantes le nom du nouveau propriétaire Aker Yards. Est-ce pour de nouvelles aventures ? On voudrait le croire. Mais le pari de se spécialiser sur les paquebots de luxe à haute valeur ajoutée, est peut-être juteux à court terme pour les actionnaires, il est, on ne peut plus risqué, pour l'emploi. Surtout que dans quelques années, Aker sera le seul maître à bord ! La dernière fois que le nom de

Saint-Nazaire a été mêlé à pareille aventure, c'était avec le paquebot «France» quand le Président GISCARD D'ESTAING autorisa sa vente à un milliardaire Norvégien. Débaptisé, le dernier transatlantique français devient, en 1979, le «Norway». On lui promettait alors une retraite radieuse dans la mer des Caraïbes. Devenu le «Bleu Lady», il erre aujourd'hui de port en port (en Asie, en Inde, aux Emirats Arabes Unis...)... Il rouille, en attendant d'être découpé en rondelles. On dit que l'histoire ne se répète pas. N'empêche...

Vers la fermeture de la caisse primaire d'assurance maladie de Saint-Nazaire ?

La question est posée selon les syndicats qui redoutent la fermeture de la caisse de Saint-Nazaire au nom du sacro-saint équilibre budgétaire qui règne comme préoccupation première chez les dirigeants de l'organisme social.

On est loin, à les entendre, des raisons qui avaient à la Libération du pays, guidé à la mise en place des caisses de sécurité sociale. Après les maisons de la sécu qui disparaissent pour «les mêmes logiques» la caisse de Saint-Nazaire est en danger. Nul doute que si ces craintes se confirmaient, les réactions des assurés seraient à la hauteur de l'attaque.

Conférence régionale du PCF à Nantes

Développer et faire connaître des propositions communistes pour la Région : ce fut le thème central des débats qu'eurent les participants de la Conférence régionale du PCF à Nantes le 10 juin dernier. Une Conférence régionale à laquelle participaient les représentants des conseils départementaux de 3 des 5 fédérations, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire et la Mayenne, en présence de Michel LAURENT, représentant la direction nationale du Parti. Dans son intervention d'ouverture des travaux, Yannick PELTIER, Secrétaire régional devait d'ailleurs souligner la singularité de l'apport communiste dans cette région puisque les 8 Conseillers régionaux communistes – dont 2 Vice-présidents – ont largement contribué à faire bouger la politique régionale depuis son passage à gauche. Si le défaut de communi-

cation sur l'apport communiste au Conseil régional devait être souligné, l'accent était également mis dans le débat sur le rôle spécifique du PCF dans la région pour contribuer à rassembler majoritairement sur des bases anti-libérales. Plusieurs propositions ont été retenues lors de cette Conférence régionale, en particulier celle de



tenir dans chacun des 5 départements une initiative marquante à caractère régional à partir de notre programme. Parmi les thèmes évoqués : l'emploi, la santé, l'énergie, les questions de la jeunesse et de l'éducation, le bilan du mandat des Conseillers régionaux... Comme le soulignait l'un des participants, nous ne partons pas de rien, les assises régionales auxquelles ont contribué les communistes ainsi que les rencontres citoyennes témoignent de potentialités réelles pour le PCF en Pays de la Loire.

YV

Yannick PELTIER, Secrétaire régional

À l'issue de la Conférence régionale du Parti communiste Français qui s'est tenue le 10 juin à Nantes, Yannick PELTIER a été réélu à la direction de l'organisme de coordination de l'activité du Parti sur la région des Pays de la Loire.

Yannick PELTIER, 45 ans, ouvrier textile à Laval est d'autre part secrétaire de la Fédération du PCF du département de la Mayenne.



Forum de la gauche et des écologistes à Nantes

Samedi 10 juin s'est tenu à Nantes le quatrième (après Paris, Tours et Grenoble) et dernier des forums nationaux de la gauche et des écologistes. Deux thématiques étaient au centre des débats : pour le premier forum, la démocratie, les institutions et la décentralisation ; pour le second, la citoyenneté, la lutte contre les discriminations et du vivre ensemble. Des sujets sur lesquels la gauche est attendue dans un contexte où la droite déploie une politique très offensive qu'il s'agisse des désengagements de l'État en matière de décentralisation ou de la loi Sarkozy dite CESEDA en matière de discriminations. Si la date et l'ambiance estivale ne devaient pas contribuer à réunir un nombre important de participants (environ 140), les débats devaient montrer l'intérêt

d'aborder dans la période actuelle la question du contenu de l'alternative politique pour battre la droite et réussir à gauche, après la victoire du mouvement anti-CPE. Une dizaine de représentants des différentes formations et partis de gauche (PCF, PS, Verts, PRG, Alternatifs, Régions et peuples solidaires, Alternative citoyenne, MARS, MRC et Gauche républicaine) confrontaient leurs points de vue avec la salle. L'initiative qui faisait suite à la rencontre de Japy des formations de gauche (voir NLA n° 808 du 18 mai) a montré que le débat devait se poursuivre à gauche en particulier avec les citoyens pour travailler sur le fond au contenu nécessaire à la construction de l'alternative politique.

YV



Une question d'avenir

La réouverture de la ligne Nantes Châteaubriant d'actualité



Cette histoire n'est pas d'hier puisque c'est en décembre 1877 que fut ouverte la ligne de chemin de fer Nantes/Châteaubriant. Cette voie de liaison permettait à l'époque de relier deux centres importants de l'activité économique et culturelle du département de Loire-Inférieure. 64 kilomètres, c'est beaucoup et peu à la

fois. Peu quand il n'y a pas de problème de liaison, beaucoup quand il y a cassure, fracture entre deux points. Le 31 mai 1980, la SNCF décide d'arrêter ses 3 allers-retours quotidiens, persuadée que son rôle se cantonne à des liaisons plus prestigieuses et plus rentables avec le TGV. Le tout TGV est

part, les liaisons indispensables au «maillage» du territoire sont abandonnées dont la ligne «Nantes/Châteaubriant». Cette décision sera combattue par les habitants des terri- toires concernés, par la CGT des cheminots, par les communistes. Plusieurs tentatives de redémarrage de la ligne seront amorcées... sans résultat. L'abandon de cette liaison ferroviaire n'a pas tardé à créer l'isolement économique de la région castelbriantaise. Les résultats ne se feront pas

attendre. La population va rapidement diminuer, les emplois fondre, les jeunes s'en aller provoquant un vieillissement de la population. La décision de réouverture de la ligne donne aujourd'hui de nouvelles et audacieuses perspectives pour favoriser un développement équilibré des territoires, faciliter et améliorer les déplacements,

Nort-sur-Erdre et Châteaubriant, 13 communes traversées, c'est un nouveau maillage de transport qui va s'offrir aux ligériens. La coopération nécessaire à la réalisation et au financement de ce projet entre, principalement, le Conseil régional des Pays de la Loire, le Conseil général de Loire-Atlantique, Nantes Métropole, RFF, la SNCF, est une opération exemplaire de développement durable.

Il ouvre la voie à une conception nouvelle de développement pour donner aux citoyens les réponses aux besoins qu'ils expriment sur les questions de l'habitat, du travail, de l'enseignement et des déplacements.

Un projet construit en concertation avec les habitants des communes intéressées

Dans le courant du mois de juin, de nombreuses réunions publiques, organisées dans les communes traversées par le projet de ligne «Nantes-Châteaubriant», se sont tenues et vont se tenir. Point commun de celles-ci : le projet ne laisse nullement indifférents les populations au regard de la présence à chacune d'entre elle. Parmi les premières réunions : 80 personnes à Doulon à Nantes le 7 juin, 90 à Châteaubriant le lendemain et 200 à la Chapelle sur Erdre le 12.

«La gare de Châteaubriant : un outil pour le développement de la région»

offrir une véritable alternative à la voiture. Avec un tracé de 64 kilomètres dont 29 entre Nantes et Nort-sur-Erdre et 35 entre

Gilles Bontemps Vice président du Conseil Régional

Ça y est ! La réouverture de la ligne Nantes/Châteaubriant, c'est parti

Si le développement des transports collectifs publics est devenu une préoccupation majeure, on ne peut oublier les dégâts des années 1970/80, en terme de fermetures de lignes ferroviaires. Les communistes et les syndicalistes CGT qui ont mené bataille en 1980 contre la fermeture de Nantes/Châteaubriant, ne peuvent que se réjouir de sa réouverture aujourd'hui.

Il est plus facile de fermer une ligne que de l'ouvrir. C'est si vrai qu'à deux reprises, les tentatives sur ce secteur ont échoué. Ayant la responsabilité de ce dossier au Conseil régional, je peux dire que sans engagement à un haut niveau financier des trois collectivités que sont le Conseil régional, le Conseil général et Nantes Métropole et dans une logique de coopération, cette réouverture n'aurait pas vu le jour. C'est à partir de l'idée que cette prochaine ligne sera électrifiée de bout en bout, avec un mode de transport moderne (Tram-Train), que l'on pouvait combiner pour ce projet d'aménagement du territoire, les besoins de déplacements régionaux, départementaux et urbains. Ces trois collectivités dirigées par la gauche où les élus communistes participent activement aux exécutifs, sont aujourd'hui bien engagées dans la réouverture avec les deux autres partenaires

que sont la SNCF et RFF. La participation de citoyens à la concertation publique depuis le 22 mai et leur forte et active présence aux réunions publiques, montre l'attente de la population. Nous entendons y répondre en tenant les délais de mise en circulation.



Ils ont dit :



Jean-Pierre LE BOURHIS, Conseiller municipal communiste de Châteaubriant
La réouverture de la ligne Nantes/Châteaubriant est pour moi une décision qui nous ouvre de nouveaux horizons. Notre pays a ces dernières années, perdu de nombreux habitants, notre solde démographique était négatif, induisant des pertes d'emplois, des jeunes qui regardent vers l'agglomération nantaise et ont tendance à partir.

C'est un nouveau souffle pour Châteaubriant et pour les régions traversées par cette ligne qui peut ouvrir une nouvelle ère de développement économique social et culturel, qui peut donner un nouvel élan pour les jeunes de notre région, pour les étudiants qui, inscrits dans les universités de Nantes, n'auront plus comme seule obsession de trouver à se loger dans l'agglomération nantaise mais pourront vivre et habiter dans leur pays.



Daniel Leroy, Cheminot

C'est une bonne décision. En effet les déplacements sont de plus en plus difficiles. C'est une excellente nouvelle pour tous ces gens qui se déplacent au quotidien (trajet domicile travail, scolaires, étudiants,...) Nous allons retrouver une vocation première de la SNCF : celle de répondre à la notion de service public de transport des personnes ce qui rompt avec le tout TGV qui a marqué la politique de l'entreprise ces dernières décennies.

Vous savez, les cheminots se sont battus quand la SNCF a annoncé la fermeture de cette ligne et n'ont cessé de réclamer sa réouverture. C'est pourquoi on ne peut être que satisfait de revoir demain, des trains emprunter à nouveau cette ligne.

PRENONS NOTE...

La prostitution est un esclavage !



Elle est une violence faite aux femmes : nous savons en effet que «4 millions de femmes et d'enfants sont victimes chaque année de la traite mondiale dont 90% aux fins de prostitution, 75% ont moins de 25 ans». Le PCF se prononce très clairement contre la prostitution et contre toute forme de traite des êtres humains, il s'op-

pose sa la légalisation.

Réforme à la tronçonneuse

De Villepin vient de décider une suppression de 15000 postes dans la fonction publique, dont 8700 dans l'Education nationale. C'est un choix digne du plan social le plus honteux.

Dérapiage de 10 milliards

Malgré la forte décélération des dépenses d'assurance maladie, le déficit prévisionnel 2006 du régime général reste très important. Au lieu d'avoir pour objectif essentiel l'amélioration de l'état de santé de l'ensemble de la population, les enjeux de la Sécurité sociale ne sont abordés que sous l'angle des contrôles financiers et de la surveillance des malades et des médecins et montrent toute son inefficacité.

M6 sacrifié par «Ouest-France»

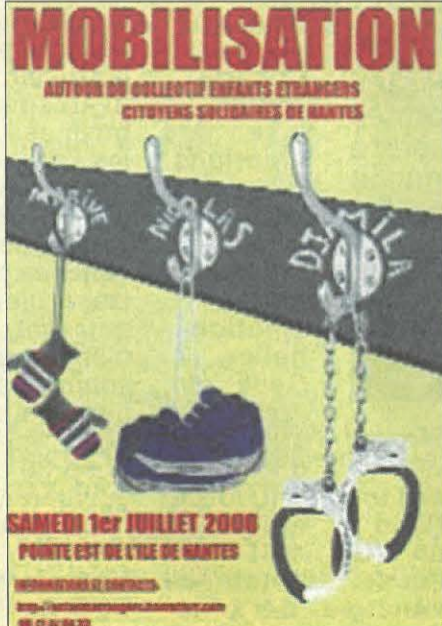
Sommé par le CSA d'abandonner son implication dans une de ses télés locales du fait de sa situation de monopole, Ouest France met fin à sa collaboration avec M6 et privilégie Nantes 7. Quid du pluralisme au final quand un média disparaît ?

Retard pour l'A380

Les salariés d'Airbus de St Nazaire refusent la responsabilité du retard de livraison du géant des airs. Retard dans la production ou retour sur investissement aux actionnaires, il faut choisir ?

Chasse aux enfants

Samedi 1^{er} juillet à partir de 11h30 : mobilisation régionale. Pas d'expulsion d'enfants étrangers ! Aucune chaise vide dans nos écoles à la rentrée 2006. Ensemble prenons les sous notre protection !



Non à la marchandisation de l'énergie

On se demande parfois où s'arrêtera le gouvernement. Malgré la gifle du CPE, le gouvernement s'apprête à brader GDF au capital privé.

Vite oubliées les promesses de Sarkozy de ne pas baisser en dessous de 70% la présence de l'Etat dans le capital des deux opérateurs publics EDF et GDF. Il s'agit d'aller vite et de cogner fort : avec le projet de fusion GDF-SUEZ, c'est la privatisation de GDF qui est en jeu puisque l'Etat ne garderait, au mieux, que 34%, au lieu des 70 promis. Qu'importe si, comme le rappelait le député communiste Daniel Paul à l'assemblée nationale «L'énergie est un bien vital... De l'accès à l'énergie dépend bien souvent l'accès à la santé, à l'hygiène, à l'éducation... En livrant à la concurrence et aux intérêts financiers privés cette ressource collective, vous faites fi de l'intérêt général. C'est inacceptable!». Qu'importe aussi que dans le monde entier, la privatisation de l'énergie ait donné lieu à des hausses de prix considérables pour les usagers. La mobilisation déterminée des salariés, qui bénéficie naturellement du soutien, entre autre, des communistes et de leurs élus, comme celle des citoyens et usagers a pu faire reculer le gouvernement qui reporte le débat jusqu'à Septembre, c'est une première succès.

Mais la question de l'énergie constitue un véritable enjeu de civilisation, la solution réside peut être dans la proposition de MG Buffet d'un véritable pôle public de l'énergie «des services publics re-nationalisés d'EDF et de GDF, à l'AREVA, la Cogema, le CEA, l'ADEME, Total./.../ Le financement de ce pôle public pourrait reposer en partie sur le prélèvement des profits exorbitants réalisés par Total : plus de 21 milliards d'euros pour les années 2004 et 2005!». Des mobilisations d'aujourd'hui aux élections de demain il faudra bien choisir : les intérêts des usagers passent-ils après ceux du capital ?



Véritable camouflet

90% des Contrats Nouvelle Embauche signés se substituent aux contrats existants (CDI, CDD) selon une enquête menée par le ministère de l'emploi (DARES) ; et près de un sur trois a été rompu avant six mois. On voit que les chiffres sur les créations d'emplois au travers du CNE qu'ont avancé les responsables gouvernementaux, Premier ministre en tête, se dégonflent comme une baudruche. Et au delà de cette substitution, reste la

pression que peuvent exercer les employeurs sur les salariés, au travers de la possibilité qui leur est offerte de licencier sans motif.

Le CNE ne sert à rien si ce n'est sa seule raison d'être : la généralisation de la précarité à tous les contrats de travail. La panoplie s'élargit toujours : d'abord le CNE, en catimini pour les

petites entreprises, ensuite le CPE pour les jeunes, avec le succès que l'on sait, et maintenant les «emplois vieux» avec deux CDD renouvelables pour les plus de 55 ans... Puis pour l'ensemble du monde du travail, un contrat unique tel que le voudrait le Medef ou encore Sarkozy.

La victoire contre le CPE a mis en échec cette stratégie ultralibérale en révélant du même coup les véritables objectifs. L'étude du ministère de l'Emploi ôte à



CNE tous ses alibis. Il doit maintenant être retiré. Le gouvernement, lors du retrait du CPE, avait évoqué de vraies négociations, avec tous les partenaires, sur l'emploi des jeunes et la précarité. Il est urgent de les ouvrir.

Reculs du Code du travail

Avec la loi CESEDA, le séjour des étrangers deviendrait totalement dépendant du contrat de travail, du bon vouloir de l'employeur. En cas de licenciement, La France se doterait d'un stock de main d'œuvre corvéable à merci, précaire, encadré et surveillé, expulsable à tout moment, des «étrangers-outils», sélectionnés selon leurs compétences, selon les besoins de l'économie et jetables après usage.

L'été arrive..... les sans-papiers partent

Le 30 juin, le «sursis» accordé par la circulaire du 31 octobre 2005, qui protégeait plus ou moins les jeunes et les familles sans papiers, prendra fin. Conséquence : Des milliers de familles risquent l'expulsion vers un pays des questions de sûreté.

Des milliers de jeunes risquent de ne plus poursuivre leurs études en France.

Cette situation est le fruit de la politique dangereuse menée par le Ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy : une véritable chasse à l'étranger, condamnant des femmes, des hommes, des enfants à une vie indigne, cachés, traqués, humiliés.

Il y a quelques jours, Sarkozy annonçait qu'il régulariserait au cas par cas quelques 800 familles d'enfants scolarisés sans papiers. Ne nous y trompons pas ! D'une part, on retrouve les mêmes mécanismes de son concept

«d'immigration choisie», faisant le tri entre les bons et les mauvais étrangers, (seules les familles où les enfants ne parlent pas la langue du pays d'origine auraient le droit de rester en France) principes pernicieux de la loi CESEDA, et surtout, on est loin, très loin des besoins : l'annonce de Sarkozy ne réglerait pas le sort de 98% des familles...

C'est pourquoi les communistes de Loire Atlantique et les élu(e)s soutiennent la mobilisation et la solidarité pour faire plier le gouvernement et obtenir la régularisation de l'ensemble des familles concernées.

A l'initiative du «collectif Enfants Etrangers Citoyens Solidaires», une journée de mobilisation est prévue le 1^{er} juillet, dans notre département, autour d'une vaste action de parrainages républicains pour protéger ces enfants, ces lycéens menacés. Ils vivent en France depuis plusieurs années, ont (re)-fait leurs vies ici, ce sont nos voisins, les copains de nos enfants, nous ne laisserons pas M. Sarkozy s'attaquer à l'éducation pour tous les enfants, nés ici ou ailleurs.

Les communistes seront fiers de les placer sous leur protection.

Evènements, culture, idées.

Le football à l'heure de la Coupe du Monde 2006 Le meilleur ou le pire de la mondialisation ?

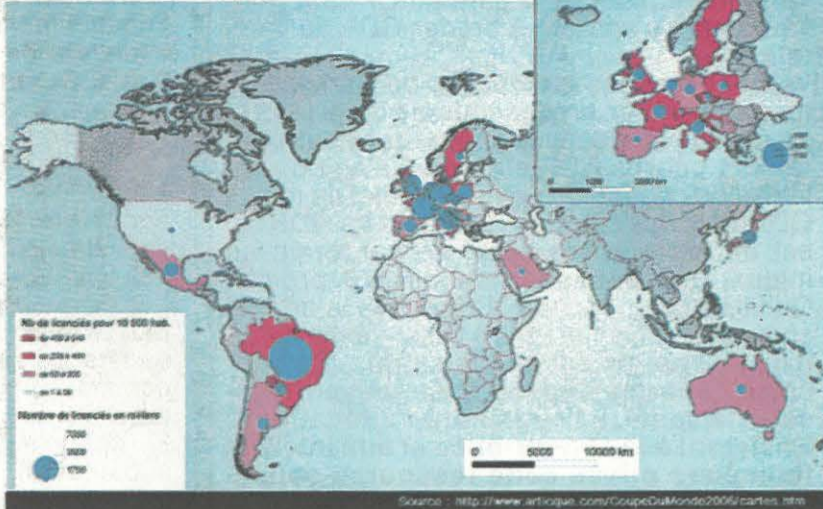
A l'occasion de la Coupe du Monde 2006, le football fait l'objet d'une empoignade éditoriale sans précédent. Pro et anti-foot s'y affrontent sans ménagement.

Pascal BONIFACE (voir ci-contre) rappelle d'abord que «les intellectuels ont traditionnellement considéré les sportifs avec commisération. Ils ont souvent du mépris pour les travailleurs manuels, alors comment respecter ceux qui ne se servent même pas de leurs mains pour faire du sport ? Les footballeurs sont rapidement pris pour des imbéciles, les supporters pour des beaufs ou des meutes alcoolisées».

Plus fondamentalement, il pose la question: «Le football serait-il un nouvel opium du peuple ? Pour certains sociologues, la Coupe du Monde et les différentes compétitions internationales ne seraient que la continuation des jeux du cirque de la Rome antique, gigantesques entreprises de décadence et de décadence des foules, qui, pendant qu'elles admirent les déboulés de Ronaldinho ou les passements de jambes de Zidane, ne songent pas à contester l'ordre social. Le sport en général, le football en particulier, serait ainsi au service du projet inhérent à toute classe dominante : perpétuer sa domination sociale».

C'est bien ainsi que, quant à eux, J-M BROHM et M. PERELMAN (voir ci-dessous), dénoncent vertement le «consensus post moderne autour du football» qui, selon eux, «de la gauche durable à la droite libérale carnassière, a trouvé son terrain d'élection dans la Coupe du Monde de football en 1998 qui fut un bon révélateur de la crétinisation des intellectuels, des «leaders d'opinion», particulièrement les journalistes de gauche, et bien sûr des légions de la pensée

Coupe du monde 2006 :
Les licenciés en football des pays qualifiés pour la coupe du monde



unique sportive où se sont croisés vedettes du show-biz, starlettes multimédias, grands penseurs de notre temps, publicitaires affairistes et présentateurs serviles du prêt à penser. Tous supporters enragés, fous de foot, fétichistes des terrains, fanatiques du cuir et du gazon. Aujourd'hui encore, ces affiliés à la grande famille du foot ferment soigneusement les yeux – par mauvaise foi, hypocrisie ou mauvaise conscience – sur les ravages du dopage, les corruptions mercantiles, l'affairisme mafieux, les explosions de violence, le racisme et la haine de l'autre qui gangrènent le spectacle multinational du football (...) Qu'importent les scandales, les exactions criminelles des supporters, les manipulations politiques, la fanatisation des masses, les morts et les blessés des stades, pourvu qu'on ait le bonheur, l'euphorie, l'exaltation chavirante. Qu'importe le facon, pourvu qu'on ait l'ivresse».

Après avoir étudié les ressorts de ce courant anti-foot, pour mieux le réfuter, P. BONIFACE en arrive, de son côté, à cette conclusion. «Chacun a le droit d'aimer ou de ne pas aimer le football. Il serait beaucoup plus gênant de développer à partir d'une position universitaire prétendument scientifique, à l'encontre du football une vision purement idéologique, basée sur des a priori. Et d'autant plus que ses arguments ne seraient pas fondés sur l'étude des faits réels, mais sur des postulats erronés, quand il ne s'agit pas de fantasmes. Les amateurs de football sont les premiers à être conscients des dérives possibles et/ou actuelles de leur sport favori (...) Il faut se garder de toute opinion qui serait profondément condescendante par la crainte ou le mépris de la passion populaire, pour les émotions collectives. Au mépris du peuple s'ajoute le dégoût du jeu. Chacun a bien sûr le droit d'être un peigne à jour. Je préche, quant à moi pour celui d'être sourd à leur prosélytisme».

Coup de cœur

Football & Mondialisation Pascal Boniface

Pour l'auteur, le football serait «le stade suprême de la mondialisation». Il souligne qu'il n'y a pas aujourd'hui, de phénomène plus global. Ce sport, si «british» d'origine, est devenu le sport mondial. Son empire ne connaît ni frontières, ni limites. Plus remarquable encore : c'est le seul empire qui soit populaire et par lequel des peuples enthousiastes, réclament d'être conquis, se réjouissent de l'être.

Autre point à souligner : le football est l'un des rares phénomènes de la mondialisation qui échappe à la domination américaine. Les nouvelles technologies, c'est la Silicon Valley ; la bourse, c'est Wall-Street ; le pouvoir, c'est la Maison blanche ; l'information c'est CNN. Le football fait donc exception à la règle. Même après leur parcours au Mondial 2002, les États-Unis ne sont pas une grande puissance du football. Ici, l'hyper-puissance, c'est le Brésil et les grandes puissances, l'Allemagne, l'Argentine, l'Italie, la France, l'Angleterre et les Pays-Bas.

Mais que ne dit-on pas sur les compétitions sportives, football en tête, accusées de favoriser la violence civile, de détourner les mobilisations populaires et d'être instrumentalisées par les régimes répressifs ? Pourtant, à y bien réfléchir, ne doit-on pas penser que le stade est parfois le lieu résidentiel de contestations interdites ailleurs ? Dans cette mesure, l'organisation de grandes compétitions sportives, loin de servir la propagande de tel ou tel régime, peut mettre en lumière ses zones d'ombres. Dans cet essai stimulant et enlevé sur les ressorts et les paradoxes de la «planète football», Pascal BONIFACE, directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, met son talent d'analyste de l'actualité politique internationale et sa passion de supporter du ballon rond au service de questions qui gênent ou surprennent. Un tir au but droit au fond des filets du politiquement correct !

Ed. : Armand Colin (27 avril 2006), 173 pages, 18 €.

PASCAL BONIFACE

FOOTBALL & MONDIALISATION



ARMAND COLIN

Exposition...



Planète Football

Partout dans le monde, le football unit, le football passionne. Au cœur de l'exposition

«Weltsprache Fußball - Planète Football» se trouve l'homme : quel que soit son âge, son origine ou sa situation sociale, il succombe à la fascination du ballon. L'exposition du Goethe-Institut est constituée de photographies originales et décalées réalisées par de grands photographes de l'Agence Magnum Photos. En tant que contribution officielle du Goethe-Institut au programme artistique et culturel de la Coupe du Monde FIFA 2006, elle est en tournée dans 142 Goethe-Instituts présents dans 80 pays et dans plusieurs métropoles régionales françaises (dont Lyon et Bordeaux) pendant la coupe du monde de football.

Lire

Le football, une peste émotionnelle

J-M. BROHM et M. PERELMAN

Traitant de la «barbarie des stades» les auteurs n'ont pas voulu «faire une étude exhaustive du football en lui conférant des quartiers de noblesse académique, à l'instar de ces universitaires – historiens, sociologues, économistes, etc. – qui ont pris le football pour objet de recherche en instituant une sorte de «footballologie» officielle».

Leur propos est celui «de dénoncer l'autre face cachée du football, celle qui depuis la «victoire historique» de l'équipe de France «multiethnique» des Blacks-Blancs-Beurs à la coupe du Monde de 1998, recouvre toute une phraséologie ethnologique, sociologique et même philosophique, l'aveuglement, la complaisance et la flagorneurie de tant d'intellectuels, journalistes et «amateurs de football», tous unis dans la

même «ola» populiste, tous supporters des passions sportives, tous chiens de garde des effervescences populaires», afin de dévoiler

Jean-Marie Brohm
Marc Perelman
Le football, une peste émotionnelle



filio

«la massification régressive des émotions que Wilhelm REICH a appelé la peste émotionnelle».

Celle qui, «revêt aujourd'hui de plus en plus la forme d'une épidémie, ouverte ou insidieuse, de violence haineuse, de xénophobie, de racisme et d'antisémitisme».

Pour eux, derrière l'invasion et le matraquage footballistique de l'espace public, se profilent toujours la guerre en crampons, les haines identitaires et les nationalismes xénophobes. Derrière les gains, transferts et avantages du foot-business, se cachent les salaires de misère, le chômage, l'exclusion, la précarité et l'aliénation de larges couches populaires. Un virulent pamphlet anti-foot, qui n'épargne rien ni personne, mais qui mérite néanmoins d'être lu pour, au-delà d'une prise de position très unilatérale, l'ampleur, la précision et la pertinence des arguments avancés.

Editions Gallimard (11 mai 2006) Coll: Folio actuel Poche, 7,5 €.

près de vous

**Saint-Gildas,
Pontchâteau**

Militants et élus persistent et... font signer

Les militants et les élus communistes de la Communauté de communes continuent leurs actions «**coups de poing**» contre la redevance des ordures ménagères. Pour certaines familles, les augmentations peuvent atteindre jusqu'à 200% ! Michel GUILLET est scandalisé par la réponse du Président André TRILLARD proposant que les maires règlent au cas par cas en recevant dans les Bureaux d'Aide Sociale de leur commune ceux qui ont des difficultés à payer. «**Ce que nous demandons, ce n'est pas la charité, c'est que cette décision injuste, prise de façon autoritaire soit annulée.**» Samedi 17 juin, les communistes ont organisé une caravane sonore à travers l'agglomération et récolté plusieurs centaines de signatures.

Besné

Les eaux usées hors de prix ?

L'association «REAGIR» de Besné dont fait partie Claude AUFORT, Conseiller municipal d'opposition, a distribué un 4 pages dans toute la commune pour protester contre le coût prohibitif que va représenter pour les particuliers, la mise aux normes du réseau d'assainissement. Tout le monde convient que cette mise en conformité exigée par la Commission européenne, entérinée par la Carène le 28 mars 2006, est une nécessité vitale pour la zone humide de Brière. L'association conteste cependant le contrôle payant et obligatoire, «**confié à une société privée**», de chaque installation avant sa transformation car on sait d'avance que la quasi-totalité des équipements devront être changés. Constatant que le coût pour chaque maison sera «**en moyenne à 7000 € dans le cas où n'apparaîtrait pas de difficultés particulières**», l'association demande que les propriétaires puissent bénéficier de subventions provenant des collectivités territoriales ou de l'Etat. «**Il faut aussi, proposent-ils, inventer un système de prêts facultatifs à taux zéro pour les investissements lourds nécessaires.**» Les remboursements échelonnés sur le long terme pourraient alors être «**à peu près équivalents à la taxe payée par ceux qui bénéficient de l'assainissement collectif.**»

L'activité

Sans papiers

Nicolas SARKOZY déclare ouverte la chasse à l'enfant

Le ministre de l'Intérieur a profité de l'ouverture du débat sur l'immigration au Sénat pour lancer un de ces effets d'annonce dont il a le secret. Devant la mobilisation, il avait déjà dû se fendre, cet hiver, d'une circulaire demandant aux préfets de retarder l'expulsion des enfants scolarisés jusqu'à la fin de l'année scolaire. Ils l'ont appliquée le plus souvent sous la contrainte de parents, d'enseignants, de quartiers, de villes en colère. Le ministre promet, cette fois, la régularisation «**humanitaire**» des parents d'enfants nés en France ou arrivés très jeunes, scolarisés, ne parlant pas la langue de «**leur pays d'origine**». Cette annonce ne concerne en fait que 720 familles dans tout le pays. Et pas Djénéba TOURE dont les enfants sont scolarisés à l'école maternelle Gambetta à Saint-Nazaire. La famille qui attend en vain des nouvelles du Sous Préfet, a reçu le soutien du collectif des sans papiers, des parents d'élèves (ils ont organisé avec succès un grand goûter avec signature de pétition), du PCF, des élus communistes de la ville et de la Communauté d'agglomération. Un soutien d'autant plus précieux que, dès le 2 juillet, Nicolas SARKOZY a déclaré «**ouverte**» la chasse à l'enfant.



Pays de la Loire

La contribution originale des élus communistes

«**les réponses communistes**» pour le développement des Pays de la Loire. Nous y avons rencontré Philippe DENIS, Président du groupe à l'Assemblée régionale. Nous lui avons demandé quel était, d'après lui, l'apport original des Conseillers communistes qui siègent, depuis deux ans, dans la majorité.

NLA : En mars 2004, la région des Pays de la Loire bascule à gauche. Après deux ans de mandat, quel bilan tirez vous de ce changement de majorité ?

Philippe DENIS : Je voudrais citer une de nos premières réalisations, la gratuité des livres scolaires. Elle a pour moi valeur de symbole d'une nouvelle orientation politique et montre que nous tenons nos engagements électoraux. D'autres réalisations sont en rupture avec la politique libérale menée par la précédente majorité. Par exemple, l'augmentation des impôts (rendue nécessaire par les importants transferts des charges de l'Etat) a porté principalement sur les entreprises plutôt que sur les familles. Cette mesure a dégagé des marges de manoeuvre financières qui nous ont permis de satisfaire des besoins urgents.

NLA : Pouvez vous nous citer des exemples concrets ?



Philippe DENIS : La Région a augmenté de manière conséquente son budget transports et aménagement (+80%). Dans le domaine social, un tarif réduit (75% de réduction) valable un an, pour un nombre de voyages illimités dans la Région a été instauré pour les gens qui sont à la recherche d'un emploi. Le budget d'équipement des lycées augmente de 50% ce qui permettra d'améliorer les conditions d'études des jeunes même s'il reste beaucoup à faire. Samedi 10 juin, par exemple, dans le cadre de la journée de défense et de promotion des services publics, j'ai participé, avec un millier de personnes, à la manifestation de Beaupréau pour exiger la

construction d'une cité scolaire comprenant un collège et un lycée public. Cette revendication de construire un lycée public correspond à un engagement de campagne de la gauche régionale.



NLA : On l'a vu pendant la bataille contre le CPE, la première préoccupation des Français c'est l'emploi et la lutte contre la précarité...

Philippe DENIS : Concernant le développement économique, la majorité régionale a décidé que les aides aux entreprises privées seront désormais conditionnées à leur politique sociale et écologique. Ainsi, nous avons choisi de ne pas aider financièrement les entreprises qui réaliseront leurs embauches avec des contrats précaires style CPE et CNE. Nous ne ménageons pas nos efforts pour que soit créée prochainement une commission qui ait les moyens de vérifier l'efficacité des aides régionales aux entreprises. Nous voulons lutter pour le maintien et le développement des services publics, notamment en milieu rural, aider au développement de l'activité portuaire car c'est un moyen de dynamiser l'économie régionale, nous voulons améliorer toujours plus l'offre de transports publics car le passif est très lourd dans ce secteur, nous travaillons à la mise en œuvre, via la commission formation, d'un système régional de sécurité d'emploi et de formation. Mais la rupture avec la droite ne sera complète que si nous continuons à co-élaborer nos décisions avec les Ligériens, si nous poursuivons et nous approfondissons la démarche participative initiée aux Assises régionales, l'an passé.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Vendredi 30 juin : parrainage d'enfants immigrés à 10h à St Herblain en Mairie.

Samedi 1^{er} juillet : journée nationale de parrainage des enfants immigrés et contre les expulsions d'enfants étrangers. Divers rassemblement sont programmés dans le département.

Nantes : à partir de 12h pointe de l'île Beaulieu.

13h : pique nique solidaire et musical

14h30 : prise de paroles et forums

17h : concerts

St Sébastien s/Loire

Dimanche 2 juillet : journée «grillades» à partir de 12h organisée par la section du Val de Loire aux Relandières au Cellier.

LES COMMUNISTES PREPARENT UNE RENTREE DYNAMIQUE

«Nous voulons rassembler tous les hommes et les femmes qui veulent faire gagner la gauche dans les idées, dans les luttes, dans les urnes sur une vraie dynamique de changement. C'est toute la force de notre ambition». Tels étaient les propos de Marie George Buffet lors du Conseil national du 9 juin. C'est cette ambition qui nous conduit à créer dans notre département des comités d'Union Populaire. C'est un chantier d'envergure qui peut permettre la mise en mouvement de nos propositions et, au delà, à ce qu'elles soient associées à une candidature communiste.

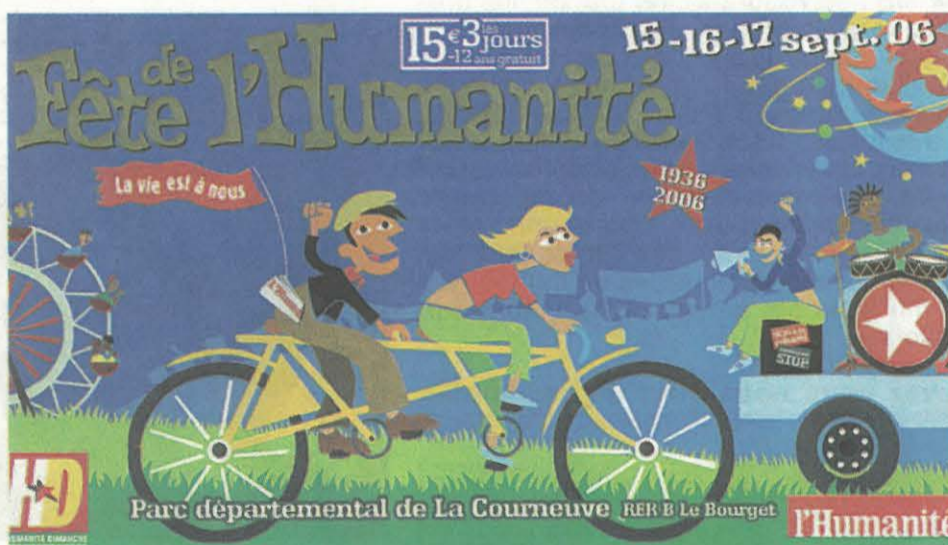
Le temps presse et nous savons qu'il faudra être prêt et réactif dès le mois de septembre. C'est la raison pour laquelle notre Fédération organisera à la rentrée deux assemblées de communistes :

Le lundi 4 septembre à Nantes

Le mardi 5 septembre à St-Nazaire

FÊTE DE L'HUMANITÉ, 15, 16 ET 17 SEPTEMBRE 2006

Retenez dès maintenant la date, les vignettes sont à votre disposition dans les permanences du Parti Communiste et auprès des militants.



Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

«NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes»
e-mail : nla@wanadoo.fr

Ce numéro 811 des «Nouvelles», daté du 29 juin est le dernier de ce premier semestre de l'année. Nous espérons que

les 13 parutions de ces premiers six mois ont répondu à votre attente. Nous avons cherché à donner la parole à un maximum

de personnes, essayer de traiter le plus de sujets possibles mais aussi voyager au plus près des pays et communes de notre département.

Comme tous les ans, nous allons suspendre la parution de notre journal durant la période estivale, congés payés faisant, en profitant de cette période pour travailler aux prochains numéros de rentrée qui ne manqueront pas de percuter l'actualité.

Septembre, ce sera déjà les prémices des prochaines échéances électorales

nationales du printemps prochain. Nul doute donc que les «Nouvelles» ne manqueront pas de sujets. Dans «les tuyaux» se profile déjà un numéro exceptionnel à la mi-septembre sur les grandes questions posées par le projet du Parti communiste qui nous permettra de donner la parole à de nombreuses personnalités, militants, responsables syndicaux, associatifs et politiques.

Bonne vacances à vous tous et à bientôt, le 31 août pour la parution du numéro 812.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Paul MARTEL
Jean-Yves MARTIN
Aymeric SEASSAU
Yann VINCE



Vite lu...

MERCI

Depuis le début de l'année 2006, nous avons ouvert la souscription qui doit permettre à notre journal de continuer son rôle d'information et d'engagement politique sur notre département. Nous tenons pour ce dernier numéro avant les congés, à remercier toutes celles et tous ceux qui ont répondu à l'appel que nous leur lancions. Sans eux, sans leur contribution financière, notre journal ne pourrait être ce qu'il est.

Merci encore

Anonyme, St Nazaire, 100 € ; Antoine Régis, St Nazaire, 60 € ; Aubertin Yvon, Ste Luce sur Loire, 50 € ; Aubry Jacques, La Chapelle sur Erdre, 50 € ; Augnard Pierre, Coueron, 100 € ; Ausesky Fabienne, Nantes, 20 € ; Ausesky Fabienne, Nantes, 20 € ; Babin L Garnier L, Rezé, 20 € ; Baldini Dominique, Thouaré sur loire, 20 € ; Baraud Gilles-Rezé, 30 € ; Basse Joseph, Nantes, 30 € ; Baudriller Jacques, Nantes, 25 € ; Beurier Jean, Saint-Nazaire, 20 € ; Bodard Pierre-St Nazaire, 30 € ; Bodard Pierre, St Nazaire, 30 € ; Boisselier Renée-Nantes, 20 € ; Bonnet Christian, Nantes, 20 € ; Bouyer Hubert, Montoir de Bretagne, 40 € ; Boy Marguerite, St Nazaire, 20 € ; Breton Fernand, St Nicolas de Redon, 25 € ; Briand Monique, Nantes, 20 € ; Cabelduc Paulette, St Nazaire, 100 € ; Chaillou, Rezé, 50 € ; Chasserieu Micheline, Bouguenais, 20 € ; Chatelais Lucien, St clair de Halouze, 20 € ; Cheneau Caudal, Savenay, 45 € ; Cheneau Yannick, Campbon, 40 € ; Couprie Anne, St Fiacre, 25 € ; Courcou Auguste, Nantes, 30 € ; Dajoux Jean-Louis, St Michel Chef Chef, 30 € ; Dejeu Michel, Sallertaine, 50 € ; Douquet André, Vertou, 14 € ; Duguay Henry, Nantes, 50 € ; Dusseaux Jeannine-Campbon, 20 € ; Evain Michel, La Montagne, 20 € ; Février Marie France, St Nazaire, 15 € ; Fortin Henri, Trignac, 30 € ; Fromontel JP, Saint Herblain, 50 € ; Gallet Marthe, St Nazaire, 20 e Gautier Francis, Rezé, 20 € ; Gerbier Michel-Rezé, 20 € ; Giron Jacques, Savenay, 30 € ; Goic Henri, Nantes, 30 € ; Grollier Jean, La Montagne, 100 € ; Grollier Jean, La Montagne, 20 € ; Guillaume Georgette, St Nazaire, 20 € ; Guimard Marcel, St Nazaire, 20 € ; Hauray Donatien, Coueron, 30 € ; Herpin Thierry, Vieilleville, 10 € ; Jacstin Claudine, St Herblain, 100 € ; Jullien Rene, St Sebastien sur Loire, 100 € ; Kervely Remy, La baule, 50 € ; Koziel Vincent, Savenay, 30 € ; Lafond Marcel, Vertou, 14 € ; Landais Jean-Pierre, Nantes, 40 € ; Laurent Nadine, Le Landreau, 10 € ; Le Brizaut Rene, Berric, 50 € ; Le Cloerec Claude et Madeleine, Vertou, 14 € ; Le Naour Stéphane, Rezé, 15 € ; Lecoq Evelyne, St Nazaire, 20 € ; Lecossois Robert-Fégréac, 10 € ; Leo Joel, Oudon, 30 € ; Leray Pierre, St Iyphard, 30 € ; Letrange Bernard, Haute Goulaine, 20 € ; Lucas Dominique, Rezé, 20 € ; Marchand Mahe, Trignac, 300 € ; Marion Paul, Vertou, 15 € ; Matelier Etienne, Coueron, 45 € ; Mestric Jean, Montoir de Bretagne, 80 € ; Mirabel René, La Chapelle sur Erdre, 200 € ; Moysan Henri-Nantes, 20 € ; Noblet Yvonne, Pornichet, 20 € ; Olivry Elisabeth, St Joachim, 25 € ; Patron Joseph, Trignac, 50 € ; Pezeron Annie, Nantes, 15 € ; Piau Henri, Reze, 20 € ; Pich Pierre, Coueron, 20 € ; Poitevin Albert, Nantes, 50 € ; Potiron Didier, Savenay, 20 € ; Preneau Francois, Nantes, 20 € ; Prodeau Michel, Le Rozier, 40 € ; Racineux Maurice, St Herblain, 200 € ; Raimbaud C., Châteaubriant, 25 € ; Raimbaud Jean Pierre, St Aubin des Chateaux, 30 € ; Rastel Gérard, St Nazaire, 30 € ; Rica Michel Gravoille Catherine, Nantes, 50 € ; Robert Paul, Nantes, 30 € ; Sanchez Santiago, Nantes, 25 € ; Sureau Albert, Nantes, 50 € ; Tascher Jean, Le Loroux Bottereau, 200 € ; Teillant Annick, Trignac, 50 € ; Terrien Alphonse, Drain, 30 € ; Thome Christian, Brains, 50 € ; Thome Jacques, Avrillé, 50 € ; Traimond Yolande, Nanterre, 50 € ; Trevarain Annick, Nantes, 20 € ; Trouillard Jeannine, Brains, 25 € ; Vince Yann, Rezé-30 € ; Weirich Armande, St nazaire, 40 €.